

# Le Socialiste

41e année - Rs 5.00 - No 10563 - MARDI 28 MARS 2023 «Le courage c'est de chercher la vérité et de la dire» - Jaurès

Un Quotidien d'information, libre et indépendant

## Le ministre de l'Énergie met en avant la collaboration public-privé pour des solutions innovantes de gestion des ressources en eau



Page 3



## Les locataires d'Ebène Cybercity informés du nouvel échangeur le long du corridor M3-A14

Page 3

EURO-2024

## Le Danemark tombe de haut au Kazakhstan, le Portugal déroule



Page 8



Page 8

## Affrontements entre policiers et manifestants dans une région rurale de France



Page 4

## Réforme des retraites : les manifestations et violences en France vues de l'étranger



Page 4

## En Allemagne, une «méga-grève» paralyse le secteur des transports



Page 5

## Antonio Conte n'est plus l'entraîneur de Tottenham

A la télé aujourd'hui



07.15 Local: Rodrig Prog  
08.50 Local: Agir Ensemble  
10.05 Local: Sekirite Larout  
11.10 Tele: Rubi  
12.00 Le Journal  
12.25 Local: Les Grands Noms...  
12.30 Tele: Fierce Angel  
14.12 MBC Production  
14.40 D.Anime: L'Heure Du Conte  
15.00 Live: Samachar

15.20 D.Anime: Sam Le Pompier  
15.52 D.Anime: The Adventure Of...  
17.30 Mag: Bricks 'O' Brian  
18.00 Live: Samachar  
18.30 Serial: Jijiji Chhat Par Hain  
18.55 Magazine  
19.30 Journal & La Meteo  
20.20 Local: Priorite Sante  
22.15 Film: The Bountry Men With: Dylan Hobbs, Whit Kunschik, Bailey Roberts



07.00 DDI Live  
10.00 Serial: CID  
10.50 Jijiji Chhat Par Hain  
12.00 Film: Rivaaj  
14.22 DDI Magazine  
15.00 Live: Samachar  
15.20 Saare Tujhyachsathi  
15.43 Serial: Bommarillu  
16.04 Sondha Bandham  
16.24 Serial: Rabba Mainu Maaf...

16.48 Serial: Saaton Vachanewa...  
17.13 Serial: Bhakharwadi  
17.35 Premabhishekam  
18.00 Serial: Oh! My Sweet Liar!  
18.30 Local: DDI Magazine  
19.00 Zournal Kreol  
19.30 Serial: Radha Krishna  
20.06 Local: Tamil Programme  
20.30 Film: Rootha Na Karo Stars: Shashi Kapoor, Nanda, Kumari Naaz



06.00 Mag: Eco@Africa  
07.32 Mag: In Good Shape  
09.14 Mag: Saladeria  
09.36 Mag: Tomorrow Today  
11.32 Mag: Eco@Africa  
15.08 Mag: Tomorrow Today  
15.37 Mag: Washington Forum  
16.53 Mag: Eco@Africa  
18.00 Mag: Rev: The Global Auto...

18.35 Local: Talk On Ramadan  
19.31 Mag: Check In  
20.02 La Route De La Soie  
20.30 Live: News  
20.50 Fine Arts Sculptures  
21.00 Napoleon, Rise And Fall  
21.51 Mag: Saladeria  
22.51 Rodrig-Klip Seleksion  
23.36 Doc: The Future Of Travel  
00.48 Mag: Healthy Living  
01.18 Doc: World Heritage  
01.23 Mag: Made In Germany



01.16 Film: All That I Am  
02.52 Serial: Timeless  
05.17 Tele: Tour De Babel  
05.49 Film: Boyhood  
08.45 Serial: Chicago PD  
09.30 Tele: La Beaute Du Diable  
09.56 Tele: A Que No Me Dejas  
10.20 Tele: Fierce Angel  
11.00 Serial: Timeless

12.00 Serial: Island Doctor  
13.30 Tele: Tour De Babel  
14.45 Film: Boyhood  
16.40 Serial: Chicago PD  
18.05 Tele: La Beaute Du Diable  
18.26 Tele: A Que No Me Dejas  
19.00 Tele: Fierce Angel  
19.37 Serial: Hank Zipzer  
20.05 Tele: L'Envers Du Paradis  
20.35 Mag: Top 100 Famous...  
20.50 Film: Rememory



06.51 Film: Hello! Hum Lallan Bol Rahe Hain Starring Rajpal Yadav, Preeti Mehra, Makarand Anaspure  
11.33 / 20.29 - Radha Krishna  
12.03 / 20.57 - Anupamaa  
12.32 / 21.27 - Mere Sai  
13.04 / 22.07 -

Kismat Ki Lakiron Se  
13.00 / 22.37 - Yeh Teri Galiyan  
14.00 / 23.07 - Patiala Babes  
15.00 / 22.25 - Bade Acche Lagte Hai 2  
15.26 Film: Auzaar Starring Rishi Kapoor, Neelam Kothari...  
18.00 Live: Samachar  
18.30 Kundali Bhagya  
19.03 Udaariyaan  
19.33 Kuch Rang Pyar Ke...  
20.06 Sasural Simar Ka 2

**Le Socialiste**

Un Quotidien d'information, libre et indépendant

**Directeur-Rédacteur en chef: Vedi Ballah**

Administration: 2ème étage, Cubic Court, 30A, rue Mère Barthélemy, Port-Louis  
Tel: 214 1584 -- Tel/Fax: 208 8003

**E-mail:** lapresselibreesocialiste@yahoo.fr  
**Website:** Lesocialiste.info  
**Facebook:** Lesocialiste.info

## Le Mississippi face à l'étendue des dégâts après les tornades qui ont fait au moins 25 morts

Le Mississippi faisait face dimanche à l'étendue de la dévastation après le passage l'avant-veille de tornades qui ont fait au moins 25 morts, selon les autorités de cet État du sud des États-Unis, et alors que de nouvelles fortes intempéries sont attendues dans la soirée.

Les tornades ont parcouru le Mississippi d'ouest en est sur plus de 150 km, laissant dans leur sillage des «dégâts dévastateurs», selon le gouverneur, Tate Reeves. L'une d'elles a été classée de manière préliminaire en catégorie 4 (sur 5 sur l'échelle de Fujita), ont indiqué les services d'urgence du Mississippi (MSEMA).

À Rolling Fork, une municipalité de quelque 2 000 habitants frappée de plein fouet par cette tornade vendredi, les rues ressemblent à une «zone de guerre», explique à l'AFP John Brown, un responsable de la Croix-Rouge pour l'Alabama et le Mississippi.

Des rangées entières de maisons ont été arrachées de leurs maigres fondations, les rues sont jonchées de débris et de voitures sur le toit, et deux semi-remorques ont été entassés l'un sur l'autre par le passage de la tornade dévastatrice.

Les arbres ont également été déracinés et des morceaux métalliques sont enroulés autour des troncs.

### Images «déchirantes»

L'aide a commencé à s'organiser dans la ville dès samedi. La Croix-Rouge américaine a investi un bâtiment de la Garde nationale, où la nourriture et les produits de nécessité affluent aux côtés de lits de camp.

Certains ont fait des dizaines de kilomètres pour prêter renfort.

Jon Gebhardt, professeur assistant en science militaire à l'Université du Mississippi à Oxford, à quelque trois heures de Rolling Fork, dit être arrivé dans la nuit de vendredi à samedi, après le passage de la tornade, pour aider à mettre le centre sur pied.

Confronté à la «douleur et à l'angoisse» des habitants, «j'ai pas mal pleuré» samedi, reconnaît-il auprès de l'AFP.

Samedi soir, des électriens à bord de pick-up ont fait le tour de la ville pour tenter de rétablir le courant aussi rapidement que possible, au milieu de nombreuses voitures de police.

«Nous savons que des familles ont tout perdu», a déclaré dimanche sur CNN Deanne Criswell, directrice de la Fema, l'agence fédérale chargée de la prise en charge des catastrophes naturelles.



Le président Joe Biden a ordonné dimanche le déploiement de l'aide fédérale, qui sert pour des logements provisoires, des travaux de réparation et des prêts à taux réduits pour couvrir les pertes de biens non assurés.

Il avait évoqué samedi des images «déchirantes» et assuré que l'État fédéral ferait «tout ce qu'il pourra pour aider», «aussi longtemps qu'il le faudra».

Le ministre à la Sécurité intérieure Alejandro Mayorkas doit se rendre dimanche avec Deanne Criswell et le gouverneur Reeves à Rolling Fork et s'exprimer sur «l'impact des tornades et des fortes tempêtes» dans le Mississippi, a annoncé son ministère.

### Des «rafales destructrices» attendues

De nouvelles fortes intempéries sont attendues dans la soirée dimanche dans le Mississippi, a annoncé MSEMA, demandant aux habitants de prévoir où se mettre à l'abri.

«Attendez-vous à des rafales destructrices. Des tornades ne sont pas à exclure», a indiqué l'agence.

À travers le sud des États-Unis, les orages ont également été particulièrement intenses vendredi.

Dans l'Alabama, État voisin du Mississippi, un homme est mort après que sa caravane s'est retournée, a annoncé le bureau du shérif du comté de Morgan.

Et en Géorgie, un tigre a disparu d'un parc animalier, selon le bureau du shérif du comté de Troup. Les forces de l'ordre ont demandé aux habitants de rester chez eux et de signaler s'ils apercevaient le félin.

Les tornades, phénomène météorologique aussi impressionnant que difficile à prévoir, sont courantes sur le territoire américain, notamment dans le centre et le sud du pays.

En décembre 2021, environ 80 personnes avaient perdu la vie après le passage de tornades dans le Kentucky.

## La Russie «a pris le Bélarus en otage nucléaire»

La Russie a pris le Bélarus en «otage nucléaire», a estimé dimanche l'Ukraine à la suite de l'annonce par le président

Vladimir Poutine d'un déploiement d'armes nucléaires «tactiques» sur le territoire de son allié.

Le Kremlin a pris le Bélarus comme «otage nucléaire», a écrit sur Twitter le secrétaire du Conseil de sécurité ukrainien Oleksiï Danilov, ajoutant que cette décision est un «pas vers la déstabilisation interne du pays».

L'annonce du président russe «maximise le niveau de perception négative et de rejet public de la Russie et de M. Poutine dans la société bélarusse», avance aussi M. Danilov.

Vladimir Poutine avait dit samedi avoir eu l'accord de Minsk pour déployer des armes nucléaires «tactiques» au Bélarus, un pays situé aux portes de l'Union européenne et dirigé depuis 1994 par Alexandre



Loukachenko, son allié le plus proche.

Si le Bélarus ne prend pas part directement au conflit en Ukraine, Moscou s'est servi de son territoire pour conduire son offensive sur Kyiv l'année dernière ou pour mener des frappes, selon les autorités ukrainiennes.

Des responsables russes ont émis à plusieurs reprises des menaces à

peine voilées de se servir de l'arme nucléaire en Ukraine en cas d'escalade significative du conflit.

Vladimir Poutine a motivé sa décision samedi par la volonté du Royaume-Uni d'envoyer des munitions à uranium appauvri à l'Ukraine, comme évoqué récemment par une responsable britannique.

M. Poutine «admet qu'il a peur de perdre (la guerre) et que tout ce qu'il peut faire, c'est de faire peur», a déclaré dimanche sur Twitter le conseiller présidentiel ukrainien Mykhailo Podoliak.

Il a également accusé le dirigeant russe de «violer le traité de non-prolifération nucléaire».

M. Poutine, lors de son annonce, avait précisé que ce déploiement au Bélarus se ferait «sans contrevenir à nos accords internationaux sur la non-prolifération nucléaire».

# Le ministre de l'Énergie met en avant la collaboration public-privé pour des solutions innovantes de gestion des ressources en eau

La collaboration des secteurs public et privé pour l'accélérer et catalyser l'adoption de solutions innovantes et axées sur la technologie pour gérer les ressources en eau rares, a été soulignée par le ministre de l'Énergie et des Services publics, M. Georges Pierre Lesjongard, aujourd'hui, à Ebène.

Il s'exprimait lors de la cérémonie d'ouverture d'un Water Technology Spotlight organisé conjointement par son ministère et Business Mauritius dans le cadre de la Journée mondiale de l'eau 2023. Le Chief Executive Officer (CEO) de Business Mauritius, M. Kevin Ramkaloan, et plusieurs représentants des secteurs public et privé corps, étaient présents.

Dans son discours d'ouverture, le ministre Lesjongard s'est appesanti sur les effets néfastes du changement climatique à l'échelle mondiale et locale en termes de mois secs prolongés, de précipitations de forte intensité sur de courtes durées, d'élévation du niveau de la mer et d'érosion côtière. Le ministre a également fait référence au sixième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat publié le lundi 20 mars 2023 indiquant que les températures mondiales ont augmenté de 1,1 degré.

Parlant des initiatives gouvernementales, il a souligné que des efforts importants sont entrepris pour soutenir le secteur de l'eau et renforcer la sécurité de l'eau pour une meilleure résilience au changement climatique.

Il a mentionné le récent atelier qui a été organisé plus tôt cette semaine avec des résultats liés à un appel plus fort à



la collecte des eaux de pluie aux niveaux domestique, commercial et industriel ; une plus grande utilisation des eaux usées traitées dans les secteurs industriel et agricole ; le recyclage des eaux grises pour une réutilisation non potable ou la recharge des eaux souterraines ; effet de levier et application accrue de la technologie ; et la réduction de la consommation d'eau avec des campagnes de sensibilisation, des compteurs d'eau, des codes de plomberie économiques en eau et des audits obligatoires de l'eau.

La nécessité d'adopter de nouvelles technologies dans le secteur de l'eau a également été soulignée par le ministre. A cet effet, il a évoqué le projet que la Central Water Authority s'est lancé avec le concours de l'Agence Française de Développement pour la modernisation du secteur de l'eau par l'utilisation de technologies telles que la télémétrie et le scada (contrôle de surveillance et acquisition de données). "Les consultants de la Société du Canal de Provence ont remis leur rapport qui a conçu le système de télémétrie pour une couverture à l'échelle de l'île de l'infrastructure CWA, y compris ses installations de production, de transport et de stockage d'eau", a-t-il déclaré. Des fonds sont actuellement mobilisés pour la mise en œuvre du projet, a-t-il indiqué.

Pour sa part, le PDG de Business Mauritius a souligné l'importance de la durabilité et de la croissance inclusive en ce qui concerne le secteur de l'eau. M. Ramkaloan a parlé de partenariat privé et public pour une meilleure gestion des ressources en eau. L'atelier, a-t-il ajouté, permettra le partage d'expériences afin d'aborder un certain nombre de questions relatives à l'efficacité de l'eau et aux infrastructures.

## Les locataires d'Ebène Cybercity informés du nouvel échangeur le long du corridor M3-A14



Un exercice de relations publiques avec les locataires et les parties prenantes de la cybercité d'Ebène en vue de la construction du nouvel échangeur le long du corridor M3-A14 (projet Flyover Ebène) s'est tenu le mardi 21 mars 2023 à la tour Shri Atal Bihari Vajpayee à Ebène. Le but de cet exercice était de discuter des changements qui résulteraient des travaux de construction qui, une fois terminés, devraient fluidifier le trafic dans cette partie de l'île Maurice.

Le ministre des Infrastructures nationales et du Développement communautaire, M. Mahendranath Sharma Hurreeram, et d'autres personnalités étaient également présents.

Le projet Ebène Flyover, actuellement entrepris par la Road Development Authority (RDA), a pour objectifs de : Améliorer la fluidité du trafic le long des autoroutes M1 et M3 et au rond-point Ebène Cybercity ; Éliminer le goulot d'étranglement sur la route A14 ; Diminuer le temps de parcours du trafic entrant dans la région d'Ebène et ; Contribuer à stimuler le développement économique de cette région en offrant une meilleure connectivité.

qu'en 20 ans d'existence, Ebène a connu une expansion urbaine considérable avec des aménagements majeurs autour de la Cybercité.

Cela, a-t-il souligné, a entraîné un trafic beaucoup plus dense et donc des embouteillages. « Il y a donc un besoin de résoudre la question de l'accès vers et depuis Ebène, surtout aux heures de pointe », a-t-il souligné.

A ce propos, le ministre Hurreeram a exposé les propositions faites par le RDA, notamment : la conversion du Pont-Autoroute de la M3 vers Ebène en une triple chaussée (trois voies dans les deux sens) ; contourner le rond-point pour déboucher directement sur la route A14 qui mène à Rose Hill ; la construction de Slip lanes pour faciliter les sorties à l'intérieur et à l'extérieur d'Ebène sur l'Autoroute, ainsi que le long de la M1 et ; construction d'un rond-point en cloche à la jonction avec la M3.

Ces mesures, a souligné le ministre, résoudront pour de bon les problèmes de circulation dans cette partie de l'île. Il a aussi indiqué que les travaux ont déjà commencé et qu'au fur et à mesure de l'avancement, certains désagréments seront certainement générés. « Dans ce contexte, un plan de détournement pour chaque étape du projet sera expliqué et communiqué au fur et à mesure des besoins », a ajouté le ministre.

M. Hurreeram a en outre réitéré l'engagement du gouvernement à résoudre les embouteillages dans les parties les plus difficiles de l'île et à construire de nouvelles routes et de nouveaux ponts partout où cela est nécessaire. Sur cette note, il a exhorté les parties prenantes présentes à rassembler autant d'informations que possible pour aider à atteindre cet objectif.

Il est rappelé que le réseau routier existant à Ebène, y compris le survol d'Ebène a été construit entre 2002 et 2004, dans le cadre du développement de la Cybercité d'Ebène. Le développement rapide dans la partie centrale de l'île, à savoir à Ebène, Réduit, Moka et Highlands a entraîné une saturation du réseau routier existant.

Aux heures de pointe du matin, on observe que l'autoroute M3 (vers le sud) est fortement congestionnée en raison du trafic à voie unique sur le survol d'Ebène existant traversant l'autoroute M1 pour le trafic à destination d'Ebène. L'après-midi, la route A14 est congestionnée par le trafic allant vers la M3.

Dans son allocution, le ministre Hurreeram a indiqué

## NOTICE UNDER SECTION 311 (2) OF THE COMPANIES ACT 2001

Notice is hereby given that the company "ELITE PROFESSIONAL SERVICES LTD", a Domestic Company, having its Registered office at Suite 4, 5 Floor, Hennessy Tower, Pope Hennessy Street, Port Louis is applying under Section 309 (1) (d) of the Companies Act 2001 to the Registrar of Companies.

The Company has ceased to carry on any business, has discharged in full its liabilities to all its known creditors and has distributed its surplus assets in accordance with the Companies Act 2001.

Any objection to the removal of the Company under section 312 shall be delivered to the Registrar of Companies not less than 28 days from the date of this notice

Dated this : 21 March 2023  
Jhummun Abdoos Samade  
Director

## NOTICE FOR CHANGE OF NAME

Notice is hereby given of Mr. Kannarajoo RAJAGOPALL and Mrs. Selvambal RAJAGOPALL (born PAPOU) of Rampersad Seedoyal St, 5th Mile, Beau Bassin have applied to the Honourable Attorney-General for leave to change the name of their minor daughter Gyanavi into that of Gnanavi so that in the future she shall bear the name and surname Gnanavi RAJAGOPALL

Objections, if any, should be filed in the registry of the Office of the Attorney-General within a period of 28 days as from the last date of publication of the said notice in the papers.

Applicants: Mr. Kannarajoo RAJAGOPALL and Mrs. Selvambal RAJAGOPALL (born PAPOU)  
Date: 28/03/2023

## Notice under section No. 4(2)(3) of the private security service act 2004.

Take notice that Mr. Sharat Chandradeo Seeboruth, representing Safewatch Security Services Ltd with registered office at Sadally Road, Vacoas has applied to the commissioner of police for the issue of a private security service provider license.

Any interested person who so wishes to lodge with the commissioner of police such objection as he may have against the application, may do so in writing not later than 21 days after the last day of publication.

## CHANGE OF NAME

Notice is hereby given that Ms Doovatee GOPAUL of B. 35, Colibri, La Tour Koenig, Pointe Aux Sables, has applied to the Honourable Attorney General for leave to change her name Doovatee into those of Kareena Doorvashee, so that in the future she shall bear the names and surname of Kareena Doorvashee GOPAUL.

Objections, if any, should be filed in the Registry of the office of the Attorney General within a period of 28 days as from the last date of publication of the said notice in the papers.

Dated this 21st day of March 2023.  
Ms Doovatee GOPAUL  
Applicant

# Affrontements entre policiers et manifestants dans une région rurale de France

De violents affrontements ont éclaté samedi entre manifestants et forces de l'ordre autour d'une réserve d'eau contestée en construction à Sainte-Soline, dans le centre ouest de la France, où des milliers de personnes se sont mobilisées malgré l'interdiction du rassemblement.

Une trentaine de gendarmes et manifestants ont été blessés selon les autorités locales, mais les organisateurs évoquent un bilan beaucoup plus lourd, avec une personne entre la vie et la mort, information non confirmée dans l'immédiat.

Au moins 6000 personnes, selon la préfecture, jusqu'à 30 000 selon les organisateurs - le collectif d'associations «Bassines non merci», le mouvement écologiste des Soulèvements de la Terre et le syndicat agricole proche de la gauche Confédération paysanne - ont convergé vers la bassine en chantier dans le but de «stopper» la construction de ces réservoirs d'eau destinés à l'agriculture.

«Au moins un millier» d'activistes violents, en partie venus de l'étranger, «prêts à en découdre avec les forces de l'ordre», participent au rassemblement, selon les autorités.

Ils ont trouvé face à eux plus de 3.000 gendarmes et policiers mobilisés pour défendre le site.

À l'approche du chantier, aux allures de bastion médiéval avec son talus entouré par



les forces de l'ordre, de violents affrontements ont éclaté rapidement, transformant l'endroit en scène de guerre, avec de fortes détonations et des véhicules en feu.

Les assaillants ont fait usage «de mortiers d'artifices, de chandelles romaines et de cocktails Molotov de forte contenance» parmi d'autres projectiles, selon la gendarmerie qui a riposté en tirant 4.000 grenades de gaz lacrymogènes et de désencerclement, et en utilisant des LBD.

Au bout d'une heure, la foule refluait dans un épais nuage de fumée, tandis qu'intervenaient des forces de l'ordre sur des quads, a raconté à l'AFP Marine Tondelier, secrétaire nationale du parti écologiste EELV, présente sur les lieux.

Selon un bilan actualisé par les autorités, sept manifestants et 24 gendarmes ont été blessés, avec de chaque

côté un blessé grave traité en urgence absolue et héliporté par les secours.

Mais les organisateurs du rassemblement font état, eux, de «pas moins de 200» manifestants blessés, dont dix hospitalisés et un dans le coma avec pronostic vital engagé, dénonçant une «violence criminelle» des forces de l'ordre.

L'information n'a pas été infirmée ou confirmée dans l'immédiat par la préfecture.

Des témoins interrogés par l'AFP et des observateurs de la Ligue des droits de l'Homme ont déploré par ailleurs que la prise en charge d'un blessé grave ait été retardée par les autorités; la préfecture locale a répondu que le dispositif prévoyait une escorte des secours par les gendarmes pour assurer leur sécurité.

«À Sainte-Soline, l'ultra gauche et l'extrême gauche sont d'une extrême violence

contre nos gendarmes. Inqualifiable, insupportable», a réagi dans un tweet le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin.

La France vit depuis plusieurs semaines au rythme d'une large mobilisation contre la réforme des retraites avec une succession de manifestations «sauvages» émaillées de violence.

La majorité des manifestants sont restés pacifiques. Toutefois, interrogé par l'AFP, l'un d'entre eux, venu du nord de la France confesse «(n'avoir) aucun problème avec cette violence, même si je n'y prends pas part. Il y a de la violence partout en ce moment, à commencer par cette réforme des retraites (...) Je comprends que des gens aient la rage».

«Alors que le pays se soulève pour défendre les retraites, nous allons simultanément faire front pour défendre l'eau», avaient lancé les organisateurs vendredi.

Seize retenues, d'une capacité totale d'environ 6 millions de mètres cubes, doivent être construites, principalement dans le département des Deux-Sèvres (centre ouest), dans le cadre d'un projet porté par une coopérative de 450 agriculteurs avec le soutien de l'État.

Il vise à stocker en plein air de l'eau puisée dans les nappes superficielles en hiver, afin d'irriguer les cultures en été quand les précipitations se raréfient.

Ses partisans en font une condition de la survie des exploitations agricoles face à la menace de sécheresses récurrentes. Les opposants dénoncent, eux, un «accaparement» de l'eau par «l'agro-industrie» à l'heure du changement climatique.

## Réforme des retraites : les manifestations et violences en France vues de l'étranger

À la veille d'une semaine qui sera à nouveau dominée par le conflit autour de la réforme des retraites et de l'utilisation par le gouvernement français du 49.3, France 24 fait un tour d'horizon de la couverture des événements ces derniers jours par la presse internationale.

Le mouvement de contestation contre la réforme des retraites entamé le 19 janvier en France va connaître une dixième journée de mobilisation mardi 28 mars. Saisi à la fois par la Première ministre Élisabeth Borne et par trois groupes distincts de parlementaires, le Conseil constitutionnel doit pour sa part se prononcer sur le texte de loi.

Depuis la décision du gouvernement, jeudi 16 mars, de recourir à l'article 49.3 de la Constitution pour faire passer sa réforme, les manifestations et les violences ont fait la une de la presse française et beaucoup circulé sur les réseaux sociaux. Parmi les images les plus marquantes, celles du porche de la mairie de Bordeaux incendié, des feux de poubelles menaçant parfois des immeubles d'habitation ou encore de charges de police particulièrement brutales. Les Brav-M, ces brigades motorisées chargées depuis 2019 du maintien de l'ordre, font l'objet de fortes critiques depuis plusieurs jours.

La presse étrangère, elle, n'est pas en reste et suit jour après jour les événements dans l'Hexagone. Pendant la semaine écoulée, elle a notamment relevé l'augmentation significative des violences. Dans son édition du 24 mars, le New York Times indique ainsi que les manifestations deviennent «plus féroces et, dans certaines villes, plus violentes – surtout après la tombée de la nuit». Le quotidien note aussi que les rassemblements ont «moins porté sur la fureur ressentie face au relèvement de l'âge de la retraite à 64 ans au lieu de 62 ans, et plus sur M. Macron et la façon dont il a fait passer la loi au Parlement sans un vote com-



plet». Il ajoute que le président français fait face à un phénomène «qui s'approche d'une crise constitutionnelle».

Dans un autre article publié le même jour, le journal écrit que les manifestations sauvages «sont devenues un élément incontournable de la vie nocturne parisienne» depuis l'utilisation de l'article 49.3.

Le Washington Post évoque pour sa part le 23 mars «la violence policière envers les manifestants», rapportant que celle-ci «a fait l'objet d'un examen approfondi alors que les manifestants racontent en ligne et aux médias français avoir été battus ou détenus ces dernières semaines».

À propos de la neuvième journée de mobilisation, jeudi, le Guardian écrit le soir-même : «La foule était dense et en colère contre le gouvernement et le président, mais l'ambiance était également festive et motivée par une démonstration de solidarité (...).» Le journal note que l'atmosphère s'est vite détériorée avec l'arrivée de groupes de «casseurs» (en français dans le texte) «habillés de noir et portant des masques». «La journée nationale d'action a été entachée de

flambées de violence et de vandalisme», note le journal, qui cite l'incendie du porche de l'hôtel de ville de Bordeaux et ajoute qu'à Paris «la police et des groupes de manifestants se sont affrontés jusque tard dans la nuit».

De son côté, El País évoque le 26 mars la radicalisation, «chaque jour», de la colère contre Emmanuel Macron. «La violence – celle des manifestants et celle des forces de l'ordre – s'est introduite cette semaine dans la contestation contre la réforme des retraites», souligne le quotidien espagnol.

«Les journées de grève et de manifestations ont été pour la plupart pacifiques pendant des semaines. Ces derniers jours, les manifestations spontanées sont devenues de plus en plus violentes», remarque également le journal allemand Süddeutsche Zeitung, dans un article daté du 24 mars.

### Réactions étrangères

Du côté des institutions internationales et des gouvernements, on garde aussi un œil sur ce qui se passe en France. Côté européen, la commissaire aux Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, Dunja Mijatovic, s'est alarmée, vendredi 24 mars, d'un «usage excessif de la force» dans le maintien de l'ordre, appelant la France à respecter le droit de manifester.

À des milliers de kilomètres de là, le ministre iranien des Affaires étrangères a appelé sur Twitter le gouvernement français «à respecter les droits de l'Homme et à s'abstenir de recourir à la force contre le peuple de son pays qui poursuit pacifiquement ses revendications».

«Nous condamnons fermement la répression des manifestations pacifiques du peuple français», écrit Hossein Amir Abdollahian, alors que son pays fait lui-même face à des manifestations depuis la mort en septembre dernier de Mahsa Amini, une jeune femme de 22 ans décédée trois jours après son arrestation par la police des mœurs. Selon l'ONG Human Rights Iran, au moins 530 personnes ont tuées dans les protestations à travers l'ensemble du pays depuis six mois.

# En Allemagne, une «méga-grève» paralyse le secteur des transports

**Le secteur allemand des transports est frappé par une grève massive, lundi, mobilisant les salariés des aéroports, du rail, du fret maritime et des sociétés d'autoroutes. Face à l'inflation, les syndicats nationaux EVG et Ver.di réclament des hausses de salaires.**

Contrairement à des pays comme la France, les mouvements de grève de cette ampleur sont rarissimes en Allemagne. Une "Mega-Streik" (mégagrève) – comme l'ont déjà baptisée les médias allemands – a commencé, lundi 27 mars, à paralyser tout le secteur national des transports.

Les salariés des aéroports, du rail, du fret maritime, des sociétés d'autoroutes, des transports locaux sont appelés depuis minuit (22 heures GMT) à vingt-quatre heures d'arrêt de travail.

Cette mobilisation s'inscrit dans un contexte de tensions sociales croissantes en Allemagne, où les grèves pour les salaires se multiplient depuis le début de l'année ; des écoles aux hôpitaux, en passant par la Poste.

Cette méga-grève touche un pays où les prix se sont envolés depuis plus d'un an, avec une inflation qui a atteint 8,7 % en février. Les syndicats demandent plus de 10 % de revalorisation salariale.

Les employeurs (États, communes, entreprises publiques) proposent une augmentation de 5 % avec deux versements uniques de 1 000 et 1 500 euros.



## Une multiplication des grèves

Les syndicats EVG et Ver.di, représentant respectivement 230 000 salariés des sociétés ferroviaires et 2,5 millions d'employés des services, s'attendent à une "large mobilisation". La Deutsche Bahn a décidé de suspendre totalement le trafic grandes lignes lundi, prévenant que les perturbations seraient aussi très importantes en région.

La fédération des aéroports allemands (DAV) a dénoncé une stratégie "d'escalade des grèves sur le modèle de la France", où les journées de mobilisation se succèdent contre la réforme des retraites.

"Un conflit social qui n'a pas de répercussions est un conflit social inoffensif", a

répliqué Frank Werneke, président du syndicat Ver.di.

Le terreau est de plus en plus favorable au mouvement social en Allemagne, qui s'éloigne de la culture du consensus qui a fait sa réputation. "Il y a eu plus de grèves ces dix dernières années en Allemagne que dans les décennies précédentes", observe Karl Brenke, expert de l'institut économique DIW interrogé par l'AFP.

Avec un niveau de chômage particulièrement bas depuis la fin des années 2000, le pays souffre d'un manque de main d'œuvre qui met "en position de force" les syndicats dans les négociations, selon Karl Brenke.

Depuis le milieu des années 2010, ceux-

ci ont réussi à imposer des augmentations, après une décennie marquée par la politique de modération salariale de l'ère Gerhard Schröder, au nom de la compétitivité.

En 2015, un record a été enregistré, avec plus de 2 millions de jours de grève dans l'année. Les salaires réels ont augmenté systématiquement de 2014 à 2021, sauf en 2020 en raison de la pandémie de Covid-19. La dynamique a été brisée par l'inflation en 2022, avec une baisse de 3,1 %.

## Des augmentations de salaire, mais un manque de moyens

La mobilisation pour les salaires dans les services s'accompagne depuis le début de l'année de manifestations.

"Le prix de l'essence et de la nourriture a augmenté, mon porte-monnaie l'a bien ressenti", résume à l'AFP Timo Stau, 21 ans, croisé dans une manifestation sur la Friedrichstrasse, avenue emblématique de Berlin.

Après la menace d'une "grève à durée indéterminée", les 160 000 salariés de la Deutsche Post, qui négocient à part, ont déjà obtenu début mars une hausse de salaire moyenne de 11,5 %.

Fin 2022, près de 4 millions de salariés allemands de l'industrie ont décroché une hausse de salaire de 8,5 % sur deux ans, après plusieurs semaines ponctuées par des arrêts de travail.

Mais la contestation est plus large. "Ce n'est pas qu'une question de salaire mais de moyens", a déclaré à l'AFP Jan Exner Konrad, 34 ans, participant à une manifestation de professeurs à Berlin jeudi.

# L'Écosse se choisit un nouveau Premier ministre

**Plus d'un mois après la démission surprise de la cheffe du gouvernement écossais, Nicola Sturgeon, les membres du parti indépendantiste SNP doivent départager les trois candidats au poste. Les actuels ministres des Finances, Kate Forbes, et de la Santé, Humza Yousaf, font figure de favoris face à Ash Regan, une ancienne ministre de Nicola Sturgeon. Le scrutin a commencé il y a deux semaines et les résultats seront connus dans la journée.**

Un nouveau Premier ministre écossais sera nommé lundi 27 mars, après la démission surprise de Nicola Sturgeon en février, avec la mission délicate de relancer un mouvement indépendantiste en perte de vitesse.

Les membres du parti indépendantiste Scottish National Party (SNP) ont jusqu'à lundi midi pour départager les trois candidats. Le résultat de ce scrutin interne qui a commencé il y a deux semaines sera connu plus tard dans la journée.

Le gouvernement local écossais est compétent sur de nombreux sujets dont l'éducation, la santé et la justice. Plus largement, ce scrutin est important pour l'avenir du Royaume-Uni, dont les divisions entre les quatre nations constitutives (Angleterre, Écosse, Pays de Galles et Irlande du Nord) ont été aggravées par le Brexit.

Les actuels ministres des Finances, Kate Forbes, et de la Santé, Humza Yousaf, font figure de favoris, selon un sondage Ipsos, réalisé entre le 17 et le 21 mars. Ash Regan, une ancienne ministre de Nicola Sturgeon, se trouve en troisième position.

La Première ministre démissionnaire, militante acharnée de l'indépendance écossaise, a fait jeudi ses adieux au Parlement local à Édimbourg. "Ce sera soit la deuxième femme Première ministre, soit le premier Premier ministre issu d'une minorité ethnique", a-t-elle salué. Elle a appelé celle ou celui qui lui succédera à "ne jamais oublier



que tout à ce poste est une opportunité pour faire quelque chose de mieux pour quelqu'un quelque part en Écosse".

L'Écosse compte 5,5 millions d'habitants.

## 45 % pour l'indépendance lors du référendum de 2014

Mais le soutien à l'indépendance, au cœur du programme du SNP, un parti ancré à gauche, stagne.

Selon une enquête d'opinion YouGov du 13 mars, 46 % des sondés se prononcent pour l'indépendance (contre 50 % le mois dernier). En incluant les indécis, la proportion chute à 39 %. Lors du référendum organisé en 2014, 45 % des Écossais avaient voté pour l'indépendance.

La cause indépendantiste avait pourtant été relancée par le Brexit, auquel s'étaient opposés 62 % des Écossais, le SNP voyant une rupture avec Londres comme le moyen

de revenir dans l'Union européenne.

"Beaucoup d'entre nous sont déçus par le fait qu'il n'y ait pas un mouvement plus soutenu en faveur de l'indépendance", a déclaré la candidate Kate Forbes, 32 ans. "Il n'y a pas de voie vers l'indépendance sans persuader les électeurs du "non" de voter "oui""", a-t-elle ajouté.

Pour l'autre candidat Humza Yousaf, 37 ans, trop de temps a été consacré à souligner les échecs du gouvernement britannique à Londres et pas assez à créer une vision pour une Écosse indépendante.

## Changement de genre

Selon l'institut Ipsos, Kate Forbes est la candidate préférée des Écossais, avec 27 % d'opinion favorable, contre 22 % pour Humza Yousaf et 14 % pour Ash Regan. Mais au sein du SNP, Humza Yousaf arrive en tête, avec 38 %. Kate Forbes n'est pas loin derrière avec 37 % (22 % pour Regan).

Kate Forbes a eu un démarrage de campagne difficile en raison de ses opinions conservatrices. Elle est membre de l'Église libre d'Écosse, qui est opposée au mariage homosexuel et à l'avortement.

Humza Yousaf, qui est un proche de Nicola Sturgeon, est lui critiqué pour son bilan dans ses différents postes dans le gouvernement écossais.

Nicola Sturgeon, 52 ans, a annoncé sa démission le 15 février à la surprise générale, expliquant qu'elle ne disposait plus de l'énergie nécessaire après huit ans au pouvoir.

Elle s'était aussi retrouvée en difficulté après que Londres a bloqué une loi controversée facilitant le changement de genre. Cette loi devait permettre la reconnaissance du changement de genre, sans avis médical et dès 16 ans.

La Cour suprême britannique a de plus jugé en 2022 que le gouvernement écossais ne pouvait pas organiser un nouveau référendum sans l'accord de Londres. Mais Nicola Sturgeon a affirmé qu'elle avait "toute confiance" sur le fait que son successeur parviendra à mener l'Écosse à l'indépendance.

# Israël : manifestations monstres contre la réforme de la justice, le président appelle à arrêter « immédiatement » ce projet voulu par Benyamin Nétanyahou

Des dizaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue à Jérusalem et Tel-Aviv à la suite du limogeage par le premier ministre de son ministre de la défense, partisan d'une pause dans la réforme judiciaire controversée.

**C**ensé rester au-dessus des affaires politiques, il avait prévenu plus tôt à la mi-mars qu'Israël pourrait se diriger vers un « désastre ». Le président israélien, Isaac Herzog, a appelé, lundi 27 mars, le gouvernement à arrêter « immédiatement » le travail législatif sur le projet de réforme judiciaire qui divise le pays. M. Herzog a lancé cet appel sur Twitter après que des milliers de personnes ont manifesté à Tel-Aviv dans la nuit de dimanche à lundi après le limogeage par le premier ministre, Benyamin Nétanyahou, de Yoav Galant, son ministre de la défense, partisan d'une pause dans la réforme judiciaire que le gouvernement veut faire adopter au Parlement. Selon des médias israéliens, M. Nétanyahou devrait s'exprimer publiquement lundi matin sur cette réforme.

Des dizaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue à Jérusalem et Tel-Aviv dimanche soir, nombre d'entre elles brandissant des drapeaux israéliens. Une foule s'est massée devant la résidence du premier ministre à Jérusalem, parvenant à un moment donné à franchir un cordon de sécurité, avant que la police fasse usage de canons à eau pour disperser les contestataires. A Tel-Aviv, la foule a convergé vers la rue Kaplan, dans le centre-ville, épicentre des protestations depuis la présentation, en janvier, du projet de réforme qui divise le pays.

**Appel à la grève générale « immédiate »**



La Histadrout, la plus grosse centrale syndicale israélienne, a dans la foulée annoncé « une grève générale » immédiate, exigeant l'arrêt du projet de réforme de la justice en cours d'examen au Parlement et qui divise profondément le pays.

« Dès la fin de cette conférence de presse, l'Etat d'Israël s'arrête [...] Nous avons pour mission d'arrêter le processus de législation et nous allons le faire », a déclaré Arnon Bar David, chef de la

Histadrout. Cette annonce a été suivie d'une autre, de l'Association médicale israélienne décrétant elle aussi une grève générale devant affecter les hôpitaux et les services médicaux publics.

En réaction à la situation en Israël, les Etats-Unis se sont déclarés « profondément préoccupés », et ont évoqué « la nécessité urgente d'un compromis ». « Les valeurs démocratiques ont toujours été, et doivent rester, une caractéristique des relations

entre les Etats-Unis et Israël », a averti la porte-parole du conseil de sécurité nationale de la Maison Blanche, Adrienne Watson. « Les changements fondamentaux pour un système démocratique devraient être menés avec la base de soutien populaire la plus large possible », a-t-elle souligné.

Avec cette réforme, le gouvernement, l'un des plus à droite de l'histoire d'Israël, veut accroître le pouvoir des élus sur celui des magistrats. Mais, selon ses détracteurs, le projet met en péril le caractère démocratique de l'Etat d'Israël. M. Nétanyahou et ses alliés d'extrême droite et ultraorthodoxes l'estiment nécessaire pour rétablir un rapport de force équilibré entre les élus et la Cour suprême, qu'ils jugent politisée.

Samedi, Yoav Galant, ancien commandant de la marine israélienne, avait prévenu que la réforme de la justice représentait une « menace claire, immédiate et tangible » pour la sécurité de l'Etat, demandant à suspendre le projet. Il avait ajouté, au cours d'une allocution télévisée, être prêt à « payer n'importe quel prix » pour le bien du pays.

L'annonce de son renvoi a entraîné la démission du consul général d'Israël à New York, Asaf Zamir. Le diplomate a qualifié sur Twitter le limogeage du ministre de « dangereuse décision » qui l'a « convaincu qu'il ne pouvait plus continuer de représenter ce gouvernement ».

## «Retraite royale» : la presse britannique désappointée après le report de la visite de Charles III en France

Les quotidiens outre-Manche déplorent un «revers frustrant», alors que ce voyage devait être l'occasion de renforcer les relations avec l'Europe après le Brexit.

La première visite d'État royale victime de troubles civils. Le ton du quotidien britannique The Daily Telegraph est légèrement désabusé ce samedi. Au Royaume-Uni, la visite du roi Charles III en France prévue les 26 et 27 mars, était attendue, six ans après le vote du Brexit, comme un signe de réchauffement des relations avec l'Europe. Face aux scènes de chaos en marge des manifestations contre la réforme des retraites, l'Élysée a finalement annulé l'invitation.

«Un revers frustrant dans l'entente cordiale renaissante», renchérit The Independent, évoquant «une déception (...) pour tous les intéressés». Alors que le premier ministre Rishi Sunak a multiplié ces derniers mois les efforts pour améliorer les relations entre le Royaume-Uni et l'Union européenne, le quotidien à la ligne de centre gauche et pro-européenne juge «vraiment dommage que la poursuite des manifestations violentes contre la réforme des retraites ait été considérée comme un trop grand risque pour la sécurité du roi et de Camilla».

**«Le chaos règne»**

La presse britannique ne mâche pas ses mots au sujet de la crise sociale dans l'Hexagone. «La France tombe dans le chaos», titre The Daily Telegraph, développant ensuite dans ses pages : «La perspec-



tive que Monsieur Macron assiégé dîne aux côtés du roi lors d'un banquet en cravate noire au château de Versailles en pleine escalade de la révolte était devenue de plus en plus intenable, des commentateurs suggérant que cela aurait été son "moment Marie-Antoinette"».

«Retraite royale», titre à son tour The Times. Malgré la pointe d'ironie, le quotidien de centre droit se montre compréhensif sur la position délicate d'Emmanuel Macron, pris en étau entre le risque de céder aux manifestants et la garantie de la sécurité du roi d'Angleterre.

Le conservateur Daily Mail est moins amère envers le chef d'État français, et titre en Une, impitoyable : «Macron capitule face à la foule». Et d'évoquer un chef d'État «humilié», estimant que Charles III, lui, n'aurait pas craint de traverser la Manche «pour montrer qu'on ne peut céder à la foule»...

**«Embarrassant»**

Quo qu'il en soit, la presse britannique est unanime : le «report brutal» de ce voyage est «extrêmement embarrassant» (The Daily Telegraph) pour Emmanuel Macron,

qui avait invité Charles III de manière officielle lors de son séjour à Londres pour les funérailles de la reine, en septembre dernier. «Le rétropédalage était embarrassant pour Macron, mais il a été décidé qu'il était préférable plutôt que de voir une visite d'État se transformer en fiasco» (The Times).

Si plusieurs s'inquiètent de certains graffitis inscrits sur les murs parisiens, de «mort au roi» à «Charles III, connais-tu la guillotine ?», The Independent voit toutefois une explication plus triviale au revirement français. «Apparemment, les travailleurs du service chargé, littéralement, de dérouler le tapis rouge, seront en grève, et le roi et la reine pourraient ne pas avoir été correctement accueillis et pris en charge dans le style que l'on pourrait attendre de l'élégant berceau de la haute gastronomie. Les choses étaient en passe de devenir simplement irréalisables».

De son côté, la presse en Allemagne, où le roi Charles est attendu à partir de mercredi, ne commente peu ou pas la nouvelle. Simplement le quotidien Süddeutsche Zeitung emprunte-t-il un ton de légère moquerie pour déplorer que «cela aurait pu être si beau. Le roi Charles et le roi Emmanuel (...) réunis dans la ville de l'amour, des lumières et de "Emily in Paris"».

## Foot News

# Rachat de Manchester United : la Qatar Islamic Bank et Jim Ratcliffe toujours en lice

Il s'agit de la deuxième proposition faite par les deux parties pour acquérir le club anglais qui fait l'objet d'une vente aux enchères. La date limite de dépôt des offres a été repoussée.

**L**es Qatari vont-ils racheter Manchester United ? La réponse n'était toujours pas connue dans la nuit de mercredi 22 à jeudi 23 mars. Le président de la Qatar Islamic Bank (QIB), le cheikh Jassim Ben Hamad Al Thani, comme le milliardaire britannique Jim Ratcliffe ont bien déposé, mercredi, leur deuxième offre pour le rachat du club anglais. Mais selon la chaîne de télévision Sky Sports, la limite pour finaliser les propositions, fixée à 21 heures locales (22 heures en France), a été repoussée par la banque d'affaires Raine.

« Nous pouvons confirmer que notre offre est déposée », a indiqué à l'Agence France-Presse une source proche du Cheikh Jassim, sans donner de détails. « Le cheikh Jassim reste totalement impliqué et confiant dans son offre. Nous pensons que c'est la meilleure offre pour le club, les supporters et la communauté locale », a-t-elle seulement précisé.

La presse anglaise rapporte également que M. Ratcliffe, propriétaire du groupe pétrochimique Ineos et de plusieurs clubs de football, dont l'OGC Nice en France, a aussi participé à ce deuxième tour d'enchères.

Le premier appel d'offres, mi-février, s'était révélé un peu décevant pour les propriétaires, la famille Glazer, qui espérait près de 7 milliards d'euros, alors que les premières valorisations étaient plus



proches des 5 milliards.

## Des offres atteignant environ 5 milliards de livres

Toujours selon les médias anglais, les offres ont cette fois atteint ou légèrement dépassé les 5 milliards de livres (5,7 milliards d'euros), après que les principaux candidats sont venus visiter les installations du club et rencontrer sa direction en fin de semaine dernière.

Cette somme constitue un record mon-

dial pour un club de sport collectif mais reste en deçà de ce qu'espèrent les propriétaires américains et l'incertitude sur la suite du processus reste donc entière. « Les prochaines étapes dépendront du vendeur, nous n'attendons pas de réponse immédiate », a confié la source proche du dossier à l'Agence France-Presse.

Outre les deux principaux candidats identifiés, d'autres offres non publiques étaient attendues, la chaîne de télévision

Sky Sports évoquant même entre cinq et huit offres au total. Certains fonds d'investissement, à l'image d'Elliott Investment Management, ancien propriétaire de l'AC Milan, se sont positionnés pour aider au financement de tout ou partie d'une vente qui est tout sauf certaine.

Les Glazer, du moins Joel et Avram, les coprésidents des Red Devils, n'ont jamais exclu la possibilité de rester en place, malgré leur très forte impopularité.

## Quid du PSG en cas de rachat de Manchester par la QIB ?

Que ce soit avec les clubs de football de Nice et de Lausanne dans le championnat suisse, ou avec son équipe cycliste Ineos Grenadiers, M. Ratcliffe a la réputation d'un investisseur avisé. Il ne veut d'ailleurs reprendre que la part détenue par la famille Glazer dans le club, soit 69 %, alors que son rival qatari vise une acquisition à 100 %.

La QIB est l'une des plus grandes banques du Qatar. Son actionnaire majoritaire est le fonds souverain Qatar Investment Authority, propriétaire de Qatar Sports Investments (QSI), qui contrôle le Paris Saint-Germain. L'un des enjeux pour eux sera justement de prouver que les deux clubs ne sont pas contrôlés par la même entité, ce qui les empêcherait de disputer simultanément les compétitions européennes, selon les règles de l'UEFA.

# Le Maroc toujours dans les nuages

Dans la lancée de leur brillante Coupe du monde, les Lions de l'Atlas se sont offert les Brésiliens en match amical joué au stade Ibn Batouta de Tanger.



**M**aroc 2, Brésil 1. On croit rêver, et pourtant, c'est ce qu'il a été donné de lire au tableau d'affichage du grand stade de Tanger qui a abrité ce samedi la troisième confrontation footballistique entre l'équipe nationale du royaume chérifien et celle de la Seleção, soit dit en passant actuel n° 1 du classement Fifa. Oui, le Maroc s'est bien imposé sur le Brésil et avec la manière. Pour une première, c'en est une belle qui prolonge la dynamique constatée à la Coupe du monde au Qatar où les Lions de l'Atlas s'étaient hissés en demi-finale brisant le plafond de verre qui avait résisté auparavant au Cameroun, au Sénégal et au Ghana.

## L'extase pour tout un peuple

« Je suis dans un rêve », s'est exclamé, lors de la conférence de presse d'après-match, Walid Regragui, le sélectionneur marocain qui a attiré l'attention sur le timing exceptionnel (la période du ramadan) et la stature de l'adversaire du jour (cinq fois champion du monde), dont l'icône absolue, Pelé, a reçu un hommage au tout début du match. Pourtant, l'ex-entraîneur du Wydad Casablanca a voulu rester pondéré dans l'appréciation de ce moment d'extase. « Le chemin est long, il ne faut pas s'enflammer pour atteindre de nouveaux sommets », a-t-il dit.

Avant le début de la partie, Regragui avait bien pris la mesure de la portée de ce match. « Le Maroc espère entrer dans l'Histoire en battant samedi le Brésil pour la première fois », avait-il déclaré indiquant que les Lions de l'Atlas allaient « venir avec

humilité et essayer de leur poser le plus de problèmes et créer la surprise ». « Ça serait beau que chez nous, avec notre public et après cette Coupe du monde, on puisse gagner ce match », avait-il estimé assurant que le Maroc « n'est pas favori » dans un match où il a souhaité « vouloir garder l'identité des Lions » tout en prenant « beaucoup plus de risques dans la construction car c'est un match amical ».

## Des rebondissements et des surprises

Contrairement à ce qu'on pouvait imaginer d'emblée, ce sont les Lions de l'Atlas qui ont dominé ce match face à des Brésiliens plutôt brouillons et peu inspirés en l'absence de Neymar, Marquinhos et Richarlison et malgré la présence de Vinicius, Militao et Rodrygo. Ce sont d'ailleurs eux qui ont créé la première

grosse occasion du match avec Mazraoui dont la frappe a frôlé le montant droit des buts de Weverton (23e). Et logiquement, ils ont ouvert le score par l'intermédiaire de Sofiane Boufal (29e) d'une frappe en pivot au ras du poteau sur une passe décisive du jeune Bilal el-Khannous, titularisé pour la deuxième fois en sélection nationale.

Cela dit, trois minutes plus tôt, Vinícius Jr. avait marqué, mais son but avait été refusé pour hors-jeu, après une sortie hasardeuse du gardien marocain Yassine Bounou dont la soirée n'a point été à l'image de ce qu'on lui a connu à la Coupe du monde au Qatar. La plus parfaite illustration en a été donnée par son ratage face au tir anodin de Casemiro de la 67e minute qui a permis à la Seleção de revenir au score. Décidés à rendre la meilleure des copies,

les Lions de l'Atlas ont continué à pousser et ont réussi à faire la différence dix minutes avant la fin du match grâce à une reprise de volée sous la barre d'Abdelhamid Sabiri entré en cours de match.

## Une victoire inédite

Après deux défaites, l'une concédée à Belém (0-2) en 1997 et une autre à Nantes en phase de poules du Mondial de 1998 qui avait vu la première victoire de la France en Coupe du monde, c'est la première fois que le Maroc sort victorieux d'une confrontation avec le Brésil. Pour ce faire, Walid Regragui a reconduit l'ossature qui lui avait si bien réussi au Qatar et illustré l'épopée inédite du football marocain, africain et arabe en Coupe du monde avec une qualification en demi-finale. Ainsi, toutes les stars étaient là : Achraf Hakimi, remplacé en début de seconde mi-temps, Hakim Ziyech, Azzedine Ounahi, Noussair Mazraoui et Sofyan Amrabat, accompagnées par de nouveaux talents, comme Benjamin Bouchouari (Saint-Étienne), Ayoub Amraoui (OGC Nice) et Chadi Riad (FC Barcelone). « L'idée est d'avoir un groupe, l'ossature et de penser à l'avenir, préparer les nouvelles générations. S'ils sont là (les jeunes), c'est qu'ils ont leur chance de jouer », avait expliqué l'ex-entraîneur en conférence de presse d'avant-match. De quoi ravir les 65 000 spectateurs présents au stade Ibn Batouta de Tanger qui a abrité ce match à guichets fermés. Prochain rendez-vous des Lions de l'Atlas : le 28 mars à Madrid contre le Pérou, 21e au classement Fifa.

Qualifications Euro-2024

## Le Danemark tombe de haut au Kazakhstan, le Portugal déroule

Pour le début de la 2e journée des qualifications à l'Euro-2024, la surprise de ce dimanche est venue du Kazakhstan, tombeur du Danemark. L'Angleterre n'a elle pas eu de souci contre l'Ukraine, comme le Portugal au Luxembourg. L'Italie s'est rachetée en gagnant à Malte.

### Le Danemark surpris par le Kazakhstan

Le Kazakhstan, mené 2-0 à la pause, a créé la surprise en l'emportant 3 buts à 2 contre le Danemark, dimanche à Astana, lors de la deuxième journée du groupe H des qualifications pour l'Euro-2024.

Vainqueur de la Finlande (3-1) jeudi, le Danemark subit un coup d'arrêt inattendu et se retrouve à égalité de points (3) avec l'Irlande du Nord, la Slovénie et le Kazakhstan.

A Astana, les Danois menaient 2-0 à la mi-temps avec un doublé du jeune (20 ans) attaquant de l'Atalanta Rasmus Höjlund (21e, 35e), mais le Kazakhstan a renversé la situation en seconde période avec des buts de Bakhtiyor Zainutdinov sur penalty (73e), Askhat Tagybergen (86e) et Abat Ambetov (89e).

### L'Angleterre enchaîne

Après sa victoire en Italie (2-1) jeudi, l'Angleterre a enchaîné en battant à domicile l'Ukraine (2-0) dimanche, prenant un départ idéal dans les matches de qualifications à l'Euro-2024.

L'ailier d'Arsenal Bukayo Saka a été le grand artisan de ce succès qui place les Three Lions en tête du groupe C, en délivrant une passe décisive pour Harry Kane (1-0, 37e), avant d'enrouler une frappe dans la lucarne adverse trois minutes plus tard (2-0, 40e).

### Le Portugal en démonstration

Le Portugal, lancé par Cristiano Ronaldo à nouveau buteur à deux reprises trois jours après son doublé contre le Liechtenstein, a signé son deuxième succès en autant de rencontres qualificatives à l'Euro-2024 en s'imposant 6-0 au Luxembourg, dimanche.



Soixante-douze heures après un premier match aisément gagné (4-0) à Lisbonne, les Lusitaniens n'ont laissé aucune chance à leurs hôtes, tuant tout suspense dès le premier quart d'heure.

Dès la 9e minute, Cristiano Ronaldo a profité d'un service de la tête de Nuno Mendes et n'a plus eu qu'à pousser le ballon dans le but d'Anthony Moris.

Six minutes plus tard, c'est Joao Félix qui a doublé la mise: l'attaquant de Chelsea a repris de la tête un centre impeccable de Bernardo Silva (2-0, 15e).

Passeur décisif (pour la 25e fois en sélection), ce dernier est devenu buteur trois minutes plus tard en assommant

l'équipe locale, de la tête lui aussi.

La démonstration est devenue humiliation à la demi-heure avec l'inévitable Ronaldo qui a soigné ses statistiques avant de céder sa place à l'heure de jeu après avoir inscrit ses 121e et 122e buts en 198 sélections ! Ses 10e et 11e face aux Luxembourgeois, ses victimes préférées.

Otavio et Rafael Leao ont scellé le score dans les dernières minutes.

### L'Italie se rachète petitement

Mateo Retegui, l'attaquant italo-argentin appelé à la rescoufle par Roberto Mancini, en panne de buts, a mis l'Italie sur la voie d'un premier succès, sans briller, en qualifications pour l'Euro-2024 dimanche à

### Malte (2-0).

Déjà buteur contre l'Angleterre (défaite 2-1) jeudi pour ses grands débuts chez les Azzurri, l'Argentin au passeport italien grâce à un grand-père originaire de Sicile a rapidement ouvert le score de la tête sur corner (15e).

Retegui était, avec Gianluigi Donnarumma et Giovanni De Lorenzo, l'un des trois seuls titulaires confirmés par Mancini par rapport à l'équipe alignée au coup d'envoi - et malmenée pendant 45 minutes - face à l'Angleterre.

Avec son coup de tête autoritaire, l'avant-centre du Club Atlético Tigre a eu le mérite de mettre fin au léger flottement du début de match des Italiens.

Donnarumma, avec le brassard de capitaine, n'avait toutefois pas manqué la seule réelle intervention qu'il a eu à faire, une claquette capitale dès la 5e minute sur une reprise d'Alexander Satariano lancé plein axe.

Solide à défaut d'être brillante, l'Italie a fait le break avant la demi-heure de jeu grâce à Matteo Pessina, à l'affût dans les six mètres sur un centre à ras de terre d'Emerson (27e).

La seconde période, jouée à un tout petit rythme par l'Italie décidée à gérer, n'a pas ravi le sélectionneur Roberto Mancini.

Pas de quoi fanfaronner, donc, mais les champions d'Europe en reconstruction après avoir manqué le Mondial-2022 vont se contenter de cette victoire acquise sans Chiesa, Immobile, Barella, Bonucci ni Jorginho, et avec un Marco Verratti à quart-temps (25 minutes de jeu en seconde période).

## Antonio Conte n'est plus l'entraîneur de Tottenham

Tottenham a annoncé ce dimanche que l'entraîneur italien Antonio Conte n'était plus en charge de l'équipe première.



Southampton.

Stellini en intérim jusqu'à la fin de saison

Alors que le nom de Julian Nagelsmann, tout juste remercié par le Bayern Munich, avait déjà été évoqué, l'ancien adjoint de Conte Cristian Stellini va prendre les rênes du club en intérim jusqu'à la fin de la saison.

« Il nous reste 10 matches de Premier League et nous avons notre destin entre les mains pour une place en Ligue des champions, a déclaré le président des Spurs Daniel Levy. Nous devons être solidaires. Chacun doit éléver son niveau pour s'assurer de la meilleure fin de saison possible pour notre club et nos loyaux supporters.

## Le stade de Leeds fermé après une menace d'attaque proférée sur les réseaux sociaux

Le club anglais de Leeds a fermé son stade d'Elland Road jusqu'à nouvel ordre, après avoir reçu la menace d'une attaque sur les réseaux sociaux. C'est la police qui a informé le club de Premier League. Cette dernière a par ailleurs déclaré qu'une enquête était en cours.

Le club de Leeds United a annoncé que son stade d'Elland Road allait fermer ses portes jusqu'à nouvel ordre. La police du West Yorkshire a déclaré qu'une menace d'attaque avait été proférée il y a quelques jours via les réseaux sociaux. La décision de fermer le stade a été prise dans la foulée.

### Billetterie, bureaux et boutique fermés

« Les bureaux, la billetterie, les bureaux de la Fondation et la boutique du club de Leeds United à Elland Road seront fermés jusqu'à nouvel ordre, sur conseil de la police. Nous nous excusons pour tout inconvénient et nous informerons le public lorsque le service normal reprendra »,



a déclaré le club dans son communiqué publié vendredi 24 mars.

De son côté, la police a ouvert une enquête et effectue des contrôles afin de savoir si la menace est réelle ou non. Actuel 14e de Premier League, Leeds doit jouer son prochain match à domicile le 4 avril prochain face à Nottingham Forest en championnat, soit dans une semaine. Reste à savoir si la situation sera revenue à la normale d'ici-là.

## Chelsea va être saigné à blanc par l'Atlético de Madrid

En situation délicate sous les couleurs de l'Atlético de Madrid, Joao Félix est parvenu à s'extirper de sa prison dorée en rejoignant Chelsea lors du mercato hivernal. Prêté pour la somme de 12 millions d'euros, le Portugais de 23 ans s'illustre avec 2 réalisations au compteur en 7 rencontres disputées en championnat. Un retour en forme qui satisfait les Colchoneros. Ces derniers comptent bien tirer le gros lot en le cédant pour un montant pharamineux.

En effet, d'après les informations publiées par Todo Fichajes, l'Atlético de Madrid a fixé son prix de départ à 100 millions d'euros. Un montant conséquent alors que les Blues ont déjà déboursé 12 millions d'euros. Pour autant, le Portugais a affirmé qu'il se sentait bien à Stamford Bridge et qu'il ne souhaitait pas faire son retour en Espagne. La balle est désormais dans le camp du Chelsea de Todd Boehly.